CONSEIL **PRÉVENTION** CONCOURS CARRIÈRES **EMPLOI** 



# A compter du 01/01/2024

Décret n° 2023-519 du 28/06/2023

# FILIERE TECHNIQUE **CATEGORIE A**

#### CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

Décret n° 2016-200 du 26/02/2016 Décret n° 2016-202 du 26/02/2016

# **INGENIEUR GENERAL**

(grade à accès fonctionnel)

1	2	3	4	5
1027	HEA	HEB	HEB bis	HEC
835	-	-	-	-
3a	3a	3a	3a	
		<b>A</b>		
	835	835 -	835	835

#### TABLEAU D'AVANCEMENT

- Conditions d'accès à la classe exceptionnelle :
- · Justifier d'au moins 4 ans d'ancienneté dans le 5ème échelon du grade d'ingénieur général et exercer leurs fonctions dans les services des régions de + de 2 000 000 d'habitants, des départements de + de 900 000 habitants, des communes de + de 400 000 habitants et des établissements publics assimilés à ces collectivités dans les conditions du décret 2000-954 du 22/09/2000,

ou

· Avoir occupé, pendant au moins 2 des 5 années précédant l'établissement du tableau d'avancement, l'emploi de directeur général des services dans les régions de + de 2 000 000 d'habitants, les départements de + de 900 000 habitants, les communes de + de 400 000 habitants et les établissements publics assimilés à ces collectivités dans les conditions du décret 2000-954 du 22/09/2000.



## TABLEAU D'AVANCEMENT

#### ➤ Conditions :

- · I. Avoir atteint au moins le 5ème échelon du grade d'ingénieur en chef hors classe et avoir accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, 6 ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :
  - · Emplois fonctionnels des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'Etat et du secrétaire général de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEB,
  - · Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article L. 412-5 du code général de la fonction publique, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEB.
  - N.B.: Pour le décompte de l'ancienneté requise, les services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle dotée d'un indice au moins égal à l'échelle lettre B (HEB) sont pris en compte pour le calcul des six années.

Les services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent sont également pris en compte pour le calcul des six années requises, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique.

## OU

- · II. Avoir atteint au moins le 5ème échelon du grade d'ingénieur en chef hors classe et avoir accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement,  $\underline{\mathbf{8}}$  ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :
  - · Directeur général des services des communes de 40 000 à 80 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - · Directeur général adjoint des services des régions de moins de 2 000 000 d'habitants, des départements de moins de 900 000 habitants, des communes de 150 000 à 400 000 habitants et des établissements publics assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - · Directeur général des services techniques des communes de 80 000 à 150 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - · Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article L. 412-5 du code général de la fonction publique, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEA.

N.B.: Les services accomplis dans les emplois mentionnés au I. sont pris en compte pour le calcul des 8 années requises.

### ΟU

· III. Les ingénieurs en chef hors classe ayant atteint le dernier échelon de leur grade lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle.

Une nomination au grade d'ingénieur général au titre du III. ne peut être prononcée qu'après quatre nominations intervenues au titre du I. ou du II.

QUOTA: Le nombre d'ingénieurs généraux ne peut excéder 20% de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux au sein de la collectivité, considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.

Toutefois, lorsque aucune promotion n'est intervenue au sein de la collectivité au titre de trois années consécutives, une promotion peut être prononcée au titre de l'année suivante dans les conditions prévues aux I., II. et III.



Cf. Echelonnement indiciaire + Conditions d'avancement à la page suivante

#### INGENIEUR GENERAL

(grade à accès fonctionnel)

Cf. Echelonnement indiciaire + Conditions d'avancement à la première page



## **INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE**

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8
I.B.	762	842	912	977	1027	HEA	HEB	HEB bis
I.M.	633	694	748	797	835	-	-	-
Durée de carrière	1a 6m	1a 6m	2a	2a	2a 6m	3a	4a	



## TABLEAU D'AVANCEMENT

#### > Conditions :

Satisfaire, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement :

- a) de 6 ans de services effectifs accomplis dans le grade d'ingénieur en chef, en position d'activité, ou de détachement dans un autre corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A et d'au moins 1 an d'ancienneté dans le 5<sup>ème</sup> échelon de leur grade, et
- b) d'avoir occupé pendant au moins deux ans, au titre d'une période de mobilité, en position d'activité ou de détachement dans les services de l'Etat ou de ses établissements ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 09/01/1986 (FPH), ou dans une collectivité ou établissement autre que celle ou celui qui a procédé à leur recrutement dans le cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ou dans les cas prévus à l'article 2 du décret n° 86-68 du 13/01/1986 à l'exception des détachements prévus aux 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 20° et 21° de cet article 2 :
  - soit un emploi correspondant au grade d'ingénieur en chef,
  - soit l'un des emplois fonctionnels mentionnés à l'article 3 du décret n° 2016-200 du 26/02/2016,

Promotion interne

- soit un emploi créé en application de l'article L. 412-5 du code général de la fonction publique.

Les ingénieurs en chef territoriaux ayant bénéficié, à temps complet, pendant au moins deux ans, d'une décharge d'activité de service en application de l'article 20 du décret n° 85-397 du 03/04/1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ou d'une mise à disposition auprès d'une organisation syndicale en application de l'article 21 du même décret sont réputés satisfaire à la condition mentionnée au b).

<u>N.B.</u>: Les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement ainsi que les services accomplis dans la collectivité de rattachement ou l'un de ses établissements lorsque le recrutement a été effectué par l'un des établissements de cette collectivité ne peuvent être pris en compte.

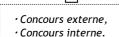
# Ingenieur en chef

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I.B.	461	525	574	623	665	713	782	862	912	977	1015
I.M.	409	455	490	528	560	596	649	710	748	797	826
Durée de carrière (19 ans 6 mois)	1a	1a	1a 6m	1a 6m	2a	2a	2a	2a 6m	3a	3 ans	
	_										



#### INGENIEUR EN CHEF ELEVE

ECHELONS	UNIQUE
I.B.	395
I.M.	374
Durée de carrière (1 an)	1a



#### <u>Limites</u>

L'accès au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux est limité aux régions, départements et communes de plus de 40 000 habitants ou établissements publics assimilés.

<u>N.B.</u>: Toute nomination au grade d'avancement d'ingénieur hors classe ou à la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur général est soumise à un taux de promotion fixé par l'assemblée délibérante de chaque collectivité après avis du C.S.T. compétent et à l'arrêté portant sur les lignes directrices de gestion de l'autorité territoriale.